

Cote du document:	<u>EB 2010/100/R.11/Add.1</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>12</u>
Date:	<u>14 septembre 2010</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Ressources disponibles pour engagement

Additif

Conseil d'administration — Centième session
Rome, 15-17 septembre 2010

Pour: **Approbation**

Recommandation pour approbation

Conformément aux modalités d'utilisation du pouvoir d'engagement anticipé (PEA), le Président du Fonds fait régulièrement rapport au Conseil d'administration sur la situation des ressources disponibles pour engagement, y compris la gestion du PEA. À chacune de ses sessions, le Conseil d'administration approuve le montant total des engagements de ressources à effectuer au titre du PEA¹. Aucune demande de recours additionnel au PEA n'est soumise pour approbation à la présente session du Conseil. Le Conseil d'administration est invité à autoriser le Président à conclure des accords pour les prêts et les dons approuvés par le Conseil à sa centième session, tenue en septembre 2010, et pour ceux soumis à approbation selon la procédure de défaut d'opposition, conformément à la liste qui figure à la pièce jointe III annexée au présent document.

Ressources disponibles pour engagement

1. Comme il est indiqué dans le document EB 2010/100/R.11, la direction a préparé pour l'information du Conseil d'administration une mise à jour de l'estimation des ressources disponibles pour engagement au titre du programme ordinaire du FIDA. Il ressort du document précité qu'aucune avance au titre du pouvoir d'engagement anticipé (PEA) n'est nécessaire. La pièce jointe IV présente une analyse approfondie des flux nets entre le 1^{er} janvier et le 31 août 2010, actuellement estimés à 549,5 millions d'USD. Si l'on tient compte des rentrées nettes durant cette période de huit mois, des engagements au titre des prêts et des dons à hauteur de 444,3 millions d'USD² et du PEA de 75,3 millions d'USD déjà approuvé par le Conseil d'administration lors de sa session d'avril 2010, aucun montant additionnel au titre du PEA n'est sollicité à la présente session du Conseil d'administration (pièce jointe IV).
2. La pièce jointe I du présent document présente le détail des prêts et dons approuvés par le Conseil à sa quatre-vingt-dix-neuvième session.
3. La pièce jointe II présente le détail des prêts et dons soumis à la présente session du Conseil d'administration, qui se montent au total à 127,6 millions d'USD. Au taux de change en vigueur au 31 août 2010, ce montant équivaut à quelque 84,5 millions de DTS. Par ailleurs, la pièce jointe III présente le détail des prêts et dons qui doivent être engagés et approuvés suivant la procédure de défaut d'opposition en 2010, pour un montant total de 40,6 millions d'USD.

Recommandation

4. Compte tenu de la situation des ressources estimée au 31 août 2010, le Conseil d'administration, vu la section 2 b) de l'article 7 de l'Accord portant création du FIDA, prenant note que le montant estimatif des entrées nettes pour la période de huit mois prenant fin le 31 août 2010 est de 549,5 millions d'USD et que le montant des engagements au titre des prêts et des dons s'élève à 444,3 millions d'USD², et compte tenu du pouvoir d'engagement anticipé de 75,3 millions d'USD déjà approuvé cette année, note qu'aucune demande de recours additionnel au PEA n'est soumise pour approbation à la présente session du Conseil. Le Conseil d'administration autorise le Président à conclure des accords pour les prêts et dons approuvés par le Conseil d'administration à sa centième session, tenue en

¹ Sur les modalités d'utilisation du PEA, voir pièce jointe B annexée au document GC32/Résolution 154/XXXII/Rev.1.

² Le montant de 444,3 millions d'USD recouvre:

- les prêts et dons déjà approuvés pour un montant de 276,1 millions d'USD;
- les prêts et dons soumis pour approbation à la présente session du Conseil pour un montant de 127,6 millions d'USD; et
- les projets qui seront approuvés suivant la procédure de défaut d'opposition pour un montant de 40,6 millions d'USD.

septembre 2010, et pour ceux qui doivent être approuvés selon la procédure de défaut d'opposition, conformément à la liste qui figure à la pièce jointe III annexée au présent document. En outre, le Conseil invite le Président à lui rendre compte, à sa prochaine session et aux sessions suivantes, des ressources disponibles pour engagement, des prêts et des dons approuvés ainsi que du recours au PEA.

Prêts et dons approuvés à la quatre-vingt-dix-neuvième session du Conseil d'administration		
<i>Pays/bénéficiaire</i>	<i>Nom du programme/projet</i>	<i>DTS</i>
Prêts		
Bangladesh	Projet de développement et de colonisation des chars – Phase IV	30 860 000
Bangladesh	Projet sectoriel participatif d'aménagement hydraulique à petite échelle – prêt supplémentaire	6 525 000
Cameroun	Projet d'appui au développement des filières pour les produits de base	12 650 000
République dominicaine	Projet de développement économique rural dans les provinces du Centre et de l'Est	9 250 000
Ghana	Programme de financement rural et agricole – prêt supplémentaire	5 950 000
Guatemala	Programme de développement rural durable dans le département du Quiché	10 900 000
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Projet en faveur de partenariats productifs dans le secteur de l'agriculture	9 220 000
Ouganda	Projet de développement de la production d'huile végétale – Phase 2	33 500 000
Viet Nam	Projet en faveur de l'émancipation économique durable des minorités ethniques dans la province de Dak Nong (3EM)	12 800 000
Sous-total		131 655 000
Dons au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD)		
Burundi	Programme de développement des filières	25 900 000
Érythrée	Projet de développement de la pêche	8 250 000
Yémen	Programme de création de possibilités économiques	8 500 000
Sous-total		42 650 000
Dons		
Centre international de recherche agricole dans les zones arides	Amélioration des moyens de subsistance des communautés rurales dans les zones arides – Gestion durable de l'agriculture et de l'élevage	657 601
Guatemala	Programme de développement rural durable dans le département du Quiché	330 000
Viet Nam	Projet en faveur de l'émancipation économique durable des minorités ethniques dans la province de Dak Nong (3EM)	330 000
Centre latino-américain pour le développement rural – RIMISP	Le savoir au service du changement – Processus stratégiques pour un impact sur la pauvreté	1 199 463
Sous-total		2 517 064
Total général		176 822 064

Prêts et dons présentés au Conseil d'administration pour approbation à la centième session			
<i>Pays/bénéficiaire</i>	<i>Nom du programme/projet</i>	<i>USD^a</i>	<i>DTS</i>
Prêts			
Arménie	Programme de création d'actifs en milieu rural	13 447 156	8 900 000
Honduras ^b	Programme de développement rural durable dans la région du Sud (Emprende Sur)	10 047 594	6 650 000
Kenya	Programme de diffusion des innovations et techniques financières en milieu rural (PROFIT)	29 160 686	19 300 000
Mali	Projet visant à améliorer la productivité agricole	31 729 244	21 000 000
Nigéria	Programme de développement agricole et rural à assise communautaire	13 024 099	8 620 000
Ouganda	Projet de promotion des technologies agricoles et des services consultatifs concernant les agro-industries	14 051 522	9 300 000
Sous-total		111 460 301	73 770 000
Dons au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD)			
Djibouti	Programme de mobilisation des eaux de surface et de gestion durable des terres	3 021 835	2 000 000
Guinée	Programme national d'appui aux acteurs des filières agricoles	8 763 315	5 800 000
Sao Tomé-et-Principe	Programme d'appui participatif à l'agriculture familiale et à la pêche artisanale	3 006 724	1 990 000
Sous-total		14 791 874	9 790 000
Dons			
Arménie	Programme de création d'actifs en milieu rural	498 602	330 000
Kenya	Programme de diffusion des innovations et techniques financières en milieu rural (PROFIT)	596 812	395 000
Mali	Projet visant à améliorer la productivité agricole	302 183	200 000
Sous-total		1 397 597	925 000
Total général		127 649 772	84 485 000

^a Valeur calculée en utilisant le taux de change USD/DTS de 1,510916 en vigueur au 31 août 2010, sur la base du montant, en dollars des États-Unis, des prêts et dons associés négociés à ce jour.

^b Prêts en cours de négociation.

Projets devant être approuvés en application de la procédure de défaut d'opposition compris dans les engagements au titre des prêts et des dons de la quatre-vingt-dix-neuvième session du Conseil d'administration

<i>Pays/bénéficiaire</i>	<i>Nom du programme/projet</i>	<i>USD</i>	<i>DTS^a</i>
Botswana	Projet d'appui aux services agricoles (prêt)	5 090 000	3 368 817
Botswana	Projet d'appui aux services agricoles (don)	600 000	397 110
Sous-total		5 690 000	3 765 927

Projets devant être approuvés en application de la procédure de défaut d'opposition figurant dans les engagements au titre des prêts et des dons de la centième session du Conseil d'administration

<i>Pays/bénéficiaire</i>	<i>Nom du programme/projet</i>	<i>USD</i>	<i>DTS^a</i>
Grenade	Développement de l'accès aux marchés et des entreprises rurales	3 000 000	1 985 550
Centre mondial d'agroforesterie (CIRAF)	Favoriser la transformation du monde rural et le renforcement des institutions locales pour une gestion durable des terres, l'amélioration des revenus et le renforcement de la sécurité alimentaire	1 000 000	661 850
Centre mondial d'agroforesterie (CIRAF)	Développement des cultures non vivrières pour la production de biocarburants en faveur de la sécurité alimentaire, énergétique et environnementale	1 000 000	661 850
Centre mondial d'agroforesterie (CIRAF)	Arbres et moyens d'existence dans les forêts-parcs: adaptation au changement climatique dans le Sahel d'Afrique de l'Ouest	1 500 000	992 775
Institut UNESCO-IHE pour l'éducation relative à l'eau	Irrigation de crue au service de la croissance et de la réduction de la pauvreté en milieu rural	1 200 000	794 220
Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes (CIPE)	Application à plus grande échelle de l'apiculture et d'autres moyens de subsistance pour renforcer les systèmes d'exploitation agricole dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord et en Afrique orientale	1 200 000	794 220
Institut international de recherche sur le riz (IIRR)	Programme d'amélioration des moyens de subsistance et de lutte contre la pauvreté dans les basses terres exposées à la sécheresse d'Asie du Sud-Est	1 200 000	794 220
Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA)	Amélioration de la gestion de l'eau pour une agriculture de montagne durable: Jordanie, Liban et Maroc	1 000 000	661 850
Bioversity International	Renforcement de la capacité de résistance des communautés rurales face à l'insécurité alimentaire, à la pauvreté et au changement climatique par la protection de l'agrobiodiversité locale dans les exploitations	1 000 000	661 850
Bioversity International	La biodiversité agricole à l'appui de la réduction des dégâts causés par les ravageurs et les maladies: une solution compétitive compte tenu des moyens financiers limités des paysans pauvres	1 000 000	661 850
Institut international de recherche sur le riz (IIRR)	Accélération de l'adoption des techniques de conservation des ressources pour améliorer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance en milieu rural dans les plaines indo-gangétiques	1 500 000	992 775
Forum mondial sur la recherche agricole (GFAR)	Coordination des travaux de recherche internationale pour favoriser les retombées utiles aux pauvres	1 000 000	661 850
WaterWatch, Institut international de gestion des ressources en eau (IWMI), Basford, DLV Plant	Adaptation des technologies intelligentes pour venir en aide aux petits exploitants africains	1 200 000	794 220
AgriCord	Services d'appui aux organisations paysannes participant aux programmes de pays du FIDA	800 000	529 480
À déterminer - Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI)	Analyse de la filière des racines et tubercules	1 450 000	959 682
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	Intégration des initiatives en faveur des pauvres au niveau des pays	1 500 000	992 775

<i>Pays/bénéficiaire</i>	<i>Nom du programme/projet</i>	<i>USD</i>	<i>DTS^a</i>
Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)	Mobilisation des partenariats public-privé favorables aux pauvres au service du développement rural	1 350 000	893 498
Centre Songhaï	Essaimage des centres Songhaï en Afrique de l'Ouest et du Centre	1 500 000	992 775
Université Yeshiva et Centre mondial d'agroforesterie (CIRAF)	Gestion des ressources naturelles et changement climatique dans le Sahel	1 500 000	992 775
Fondation rurale de l'Afrique de l'Ouest (FRAO)	Renforcement des capacités de gestion de projets - phase II	1 000 000	661 850
Kilimo Trust et Agence néerlandaise de développement international (SNV)	Réseau pour l'amélioration de l'accès des petits exploitants aux marchés en Afrique orientale et australe	1 500 000	992 775
Programme régional de formation au développement rural (PROCASUR)	Itinéraires d'apprentissage	1 500 000	992 775
Fonds de développement des entreprises en Afrique (AECF)	Accroissement de l'impact du Fonds de développement des entreprises en Afrique	1 000 000	661 850
À déterminer	Renforcement des capacités régionales	1 500 000	992 775
À déterminer	Renforcement de la participation des organisations paysannes à la réduction de la pauvreté rurale	1 000 000	661 850
Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA)	Amélioration de la sécurité alimentaire et réduction de la vulnérabilité face au changement climatique moyennant l'augmentation durable de la productivité du système de production reposant sur l'orge et l'élevage en Iraq et en Jordanie	1 500 000	992 775
À déterminer	Projets d'appui à la microfinance rurale	1 000 000	661 850
Sous-total		34 900 000	23 098 565
Total général		40 590 000	26 864 492

^a Valeur calculée en utilisant le taux de change USD/DTS de 1,510916 en vigueur au 31 août 2010, sur la base du montant, en dollars des États-Unis, des prêts et dons associés non encore négociés à ce jour.

Analyse du recours au pouvoir d'engagement anticipé

	<i>En millions de dollars des États-Unis</i>								
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Report du PEA en début d'exercice	-	153,7	277,8	331,1	136,8	296,0	453,3	585,3	742,3
Montant net PEA utilisé/(couverture)	153,7	124,1	53,3	(194,3)	159,2	157,3	132,0	157,0	46,7
Report du PEA en fin d'exercice	153,7	277,8	331,1	136,8	296,0	453,3	585,3	742,3	789,0

	<i>En millions de dollars des États-Unis</i>		
	<i>Montant effectif</i>	<i>Montant estimé</i>	<i>Montant estimé</i>
	<i>Janvier à juin 2010</i>	<i>Juillet à août 2010</i>	<i>Janvier à août 2010</i>
1. Ressources disponibles en début de période	0	0	0
Analyse des flux			
Contributions des membres	193,3	66,9	260,2
Rentrées de prêts	128,7	38,7	167,4
Annulations de prêts et de dons	56,9	25,2	82,1
Produit net des placements	59,2	22,3	81,5
Mouvements nets de change	60,4	(6,9)	53,5
Participation du FIDA à l'allègement de la dette d'Haïti	0	(15,2)	(15,2)
Dépenses de fonctionnement	(52,1)	(27,9)	(80,0)
2. Total estimé des entrées nettes pour la période	446,4	103,1	549,5
3. Montant PEA approuvé par le Conseil d'administration en cours d'exercice			75,3
4. Engagements au titre des prêts et des dons^a			(444,3)
5. Montant PEA à approuver à EB 100^b			0
6. Montant PEA couvert par les rentrées de la période			(180,5)
7. Solde PEA non utilisé (= 1+2+3+4+5+6)			0
8. Montant PEA reporté (= période précédente)			789,0
9. Montant PEA à reporter (= 3+5+6+8)^c			683,8

^a Les engagements au titre des prêts et des dons comprennent les prêts et dons soumis pour approbation à la présente session du Conseil, pour un montant de 127,6 millions d'USD, les projets qui seront approuvés suivant la procédure de défaut d'opposition, pour un montant de 40,6 millions d'USD, et les prêts et dons déjà approuvés, pour un montant de 276,1 millions d'USD.

^b EB 100 = centième session du Conseil d'administration (septembre 2010).

^c Plafond du PEA fixé à sept ans des montants remboursés sur les prêts, soit approximativement 2,1 milliards d'USD, conformément à la définition de la huitième reconstitution. Le montant estimé du report correspond à environ 2,6 ans de remboursements des prêts.